

## **COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL** **DU Vendredi 10 Juillet 2020**

### **1- Délégation d'attributions au Maire (Articles L 2122-22 et L 2122-23 du CGCT)**

#### **Sur le rapport de M. BOUDOUSSE :**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2122-18, L.2122-19, L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Vu la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, venue modifier l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, relatif aux délégations des assemblées délibérantes au pouvoir exécutif ;

- Vu la séance du Conseil Municipal en date du 3 Juillet 2020 portant élection du Maire et de ses adjoints ;

- Considérant qu'il est dans l'intérêt de la bonne marche de l'Administration communale de permettre au Maire, et si ce dernier le souhaite aux adjoints, d'intervenir sur délégation du conseil municipal :

Il a été demandé au Conseil Municipal d'accorder à Madame le Maire, pour la durée de son mandat, les délégations suivantes :

1°) – Arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;

2°) – Procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

#### **Les emprunts souscrits pourront :**

- être à court, moyen ou long terme,
- être libellés en euros ou en devises,
- offrir la possibilité d'un différé total ou partiel d'amortissement et/ou d'intérêt,
- être à taux d'intérêts fixes et/ou indexé (révisable ou variable, le cas échéant plafonné) à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions réglementaires applicables en cette matière.

En outre, le contrat de prêt pourra comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-après définies :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec la faculté de remboursement et/ou de consolidation par mise en place de tranches d'amortissements,
- la faculté de modifier la périodicité et le profil des remboursements.

Par ailleurs, le Maire pourra exercer les options prévues par le contrat de prêt et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial, une ou plusieurs caractéristiques ci-dessus.

3°) – Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

4°) – Décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

5°) – Passer les contrats d'assurance, ainsi que d'accepter les indemnités de sinistres y afférentes ;

6°) – Créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

7°) – Prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

8°) – Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

9°) – Décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 €uros ;

10°) – Fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;

11°) – Fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

12°) – Décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;

13°) – Fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

14°) – Exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 211-2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code, dans tous les cas se présentant sur le territoire de la Commune ;

15°) – Intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, notamment dans les cas suivants :

- En première instance,

Et en appel et au besoin en cassation,

- En demande ou en défense,

- Par voie d'action ou par voie d'exception,

- En procédure d'urgence,

- En procédure au fond,

- En procédure de constitution civile devant les juridictions pénales

- Dans les instances précontentieuses,

- Devant les juridictions administratives, judiciaires, répressives et non répressives, de conciliation devant le tribunal des conflits et toute autre juridiction.

- Et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 euros à l'occasion d'une action intentée par la commune ou dirigée contre elle.

16°) – Régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée à 7 500 euros par accident ;

17°) – Donner, en application de l'article L 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

18°) – Signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

19°) – Réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de 10 millions d'euros ;

20°) Exercer ou de déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du même code, dans tous les secteurs du territoire communal où ce droit peut être exercé ;

21°) Exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles, quand il peut s'exercer ;

22°) Prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;

23°) D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

24°) Demander à tout organisme financeur l'attribution de subventions ;

25°) Procéder au dépôt de toutes les demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

26°) Ouvrir et Organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du code de l'environnement.

D'autre part, il a été demandé au Conseil Municipal d'autoriser Madame le Maire, en application des articles L.2122-18 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, à déléguer aux adjoints de son choix, les compétences déléguées au titre de la présente délibération.

Le Maire reste toutefois compétent dans les matières déléguées.

Il est précisé que le Maire rendra compte à l'assemblée communale des décisions prises en application de la présente délégation d'attributions, dès la première réunion du conseil municipal qui les suit.

Enfin, ces décisions sont prises, en cas d'empêchement du Maire, par un adjoint pris dans l'ordre des nominations, conformément à l'article L.2122-17 du Code général des collectivités territoriales.

### **ADOpte**

**M. BARUCQ, Mme BRAO, M. DUSSAUSSOIS LARRALDE, Mme MARTINEAU, M. MORIN, M. DESTIZON s'abstiennent**

\*\*\*\*\*

## **2 - Indemnités de fonction versées au Maire, aux Adjoints et aux Conseillers Municipaux délégués (article L 2123-20 et suivants du CGCT) : Décision d'attribution**

### **Sur le rapport de M. CHAZOUILERES :**

Les articles L2123-20, L2123-21, L2123-23 et L2123-24 du Code Général des Collectivités Territoriales déterminent les indemnités maximales susceptibles d'être votées par les conseillers municipaux pour l'exercice effectif des fonctions de Maire, d'adjoint au Maire et de conseiller municipal.

Ces indemnités de fonction sont fixées par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique Territoriale.

Compte tenu de la strate de population de la ville (20.000 à 49.999 habitants), les indemnités maximales votées par le conseil municipal pour l'exercice effectif des fonctions de maire de la commune sont déterminées en appliquant à ce terme de référence le taux maximal de 90%. Les indemnités maximales votées par le conseil municipal pour l'exercice effectif des fonctions d'adjoint au maire sont déterminées en appliquant au même terme de référence le taux maximal de 33%.

En application de ces principes, l'enveloppe globale autorisée en fonction de la strate de population et hors majorations est la suivante :

Indemnités de fonction maximales pour les communes de 20.000 à 49.999 habitants	Taux maximal autorisé (en % de l'indice de référence)
Maire	<b>90 %</b>
Adjoints au maire (13x33%)	<b>429%</b>
Enveloppe globale autorisée	<b>519 %</b>

Les indemnités de fonction allouées aux membres du conseil municipal résultent de la répartition de cette enveloppe globale autorisée, hors majorations.

Ainsi, les conseillers municipaux peuvent percevoir une indemnité, sous réserve que le total de ces indemnités et des indemnités versées au Maire et aux adjoints ne dépasse pas le montant total de l'enveloppe autorisée.

Compte tenu de ces indications et sous réserve de la limitation en cas de cumul d'indemnités, il a été demandé, au Conseil Municipal, avec effet à la date du 3 juillet 2020 :

- de fixer à 78% de l'indice brut de référence le taux de l'indemnité de fonction du Maire ;
- de fixer à 27% de l'indice brut de référence le taux des indemnités de fonction des adjoints ;
- de fixer à 11,25% de l'indice brut de référence le taux des indemnités de fonction des conseillers municipaux titulaires d'une délégation.

Le tableau récapitulant l'ensemble des indemnités de fonction est annexé à la délibération.

Ces indemnités seront prélevées sur les crédits inscrits au budget, chapitre 65 articles 6531, 6533, 6534.

### **ADOpte**

**M. BARUCQ, Mme BRAO, M. DUSSAUSOIS LARRALDE,  
Mme MARTINEAU, M. MORIN, Mme MOTSCH, M. CARRERE, M. DESTIZON  
s'abstiennent**

\*\*\*\*\*

### **3 - Majoration des indemnités de fonction versées pour l'exercice des mandats municipaux : Décision d'attribution**

#### **Sur le rapport de M. CHAZOILLERES :**

En application des articles L2123-22 (modifié par l'art 92 de la loi 2019-1461 du 27 décembre 2019) et R2123-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, les indemnités de fonction du Maire, des adjoints au Maire et des conseillers municipaux délégués peuvent être majorées.

Peuvent voter des majorations d'indemnités de fonction les conseils municipaux des communes obéissant à certains critères.

Pour la ville de Biarritz, les critères et les taux maximum sont les suivants :

- Commune ancien chef-lieu de canton, majoration maximale de 15% ;
- Commune classée station touristique, majoration maximale 25%.

Compte tenu de ces indications, il a été demandé au Conseil Municipal avec effet à la date du 3 juillet 2020 :

- de majorer les indemnités du Maire, des adjoints et des conseillers municipaux délégués de 15%, la commune étant chef-lieu de canton ;
- de majorer les indemnités du Maire, des adjoints et des conseillers municipaux délégués de 25%, la commune étant classée station touristique.

Le tableau récapitulant l'ensemble des indemnités et majorations est annexé à la délibération.

Ces indemnités seront prélevées sur les crédits inscrits au budget, chapitre 65 articles 6531, 6533, 6534.

### **ADOpte**

**M. BARUCQ, Mme BRAO, M. DUSSAUSSOIS LARRALDE,**  
**Mme MARTINEAU, M. MORIN, Mme MOTSCH, M. CARRERE, M. DESTIZON**  
**s'abstiennent**

\*\*\*\*\*

#### **4- Collaborateurs de cabinet : Création de deux postes supplémentaires**

##### **Sur le rapport de M. CHAZOILLERES :**

L'article 110 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 (modifié par la loi 2017-1339) précise que l'autorité territoriale peut, pour former son cabinet, recruter un ou plusieurs collaborateurs et mettre fin librement à leurs fonctions.

Le décret 87-1004 du 16 décembre 1987 dans son article 10, détermine l'effectif maximum des collaborateurs du cabinet d'un Maire, en fonction de la strate de population de la ville. Ainsi pour la Ville de Biarritz, l'effectif maximum du cabinet est de trois collaborateurs.

Par délibération du 28 juin 1991, la Ville de Biarritz a créé un poste de collaborateur de cabinet. Il s'agit donc de créer, comme la Ville y est autorisée, deux postes supplémentaires.

Conformément à l'article 7 du décret 87-1004 modifié, le montant des crédits affectés à ces recrutements sera déterminé de façon à ce que :

- le traitement indiciaire ne puisse en aucun cas être supérieur à 90 % du traitement correspondant soit à l'indice terminal de l'emploi administratif fonctionnel de direction le plus élevé de la collectivité occupé par un fonctionnaire en activité dans la collectivité, soit à l'indice terminal du grade

administratif le plus élevé détenu par un fonctionnaire en activité dans la collectivité,

- le montant des indemnités ne puisse en aucun cas être supérieur à 90 % du montant maximum du régime indemnitaire institué par l'assemblée délibérante de la collectivité et servi au titulaire de l'emploi fonctionnel ou du grade de référence.

En cas de vacance dans l'emploi ou le grade retenu, le collaborateur de cabinet conserve à titre personnel la rémunération fixée conformément à ces dispositions.

Dans le respect du cadre ci-dessus rappelé, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir autoriser Mme Le Maire à :

- modifier le tableau des effectifs en créant deux postes de collaborateur de cabinet,
- inscrire le montant affecté à ces recrutements, au chapitre budgétaire 012, compte 64, article 64131,
- recruter trois collaborateurs de cabinet aux conditions fixées par la réglementation en vigueur.

### **ADOpte**

**Mme BRAO, Mme MOTSCH, M. CARRERE, M. DESTIZON votent contre**  
**M.BARUCQ, M. DUSSAUSSOIS LARRALDE, Mme MARTINEAU,**  
**M. MORIN s'abstiennent**

\*\*\*\*\*

## **5 - Commission d'appel d'offres : Fixation des conditions de dépôt des listes**

### **Sur le rapport de Mme CASCINO :**

L'article L.1414-2 du code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.) précise que pour les marchés publics passés selon une procédure formalisée dont la valeur estimée est égale ou supérieure aux seuils européens, le titulaire est choisi par une commission d'appel d'offres composée conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du C.G.C.T.

La commission est composée par le Maire, président, ou par son représentant, désigné par arrêté du Maire et non membre de la commission, et par cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel.

Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui de membres titulaires.

L'élection d'un membre titulaire sur une liste entraîne automatiquement l'élection d'un membre suppléant sur cette même liste.

Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages.

En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Conformément à l'article L.2121-21 du C.G.C.T., l'élection a lieu au scrutin secret, sauf accord unanime contraire.

L'article D.1411-5 du C.G.C.T. précise que l'assemblée délibérante locale fixe les conditions de dépôt des listes.

Comme il a été précisé dans la note de synthèse transmise à l'ensemble des conseillers municipaux, il a été proposé de définir comme suit les conditions de dépôt des listes :

- Dépôt des listes auprès du Maire, avant la prise de parole du rapporteur de la délibération portant élection des membres de la commission d'appel d'offres
- Les listes doivent indiquer distinctement les noms et prénoms des candidats aux postes de titulaires et de suppléants
- Elles comprennent au maximum 5 candidats aux sièges de titulaires et 5 candidats aux sièges de suppléants
- Elles peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir

### **ADOpte**

\*\*\*\*\*

## **6 - Commission d'appel d'offres : Election des membres**

### **Sur le rapport de Mme CASCINO :**

L'article L1414-2 du code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.) précise que pour les marchés publics passés selon une procédure formalisée dont la valeur estimée est égale ou supérieure aux seuils européens, le titulaire est choisi par une commission d'appel d'offres composée conformément aux dispositions de l'article L.1411-5 du C.G.C.T.



La commission est composée :

- du Maire, président, ou de son représentant, désigné par arrêté du Maire parmi les élus non membres de la commission,
- de 5 membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel

Il est procédé, également, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui de membres titulaires. L'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste.

Lorsqu'ils y sont invités par le président de la commission, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission.

Peuvent participer à la commission, avec voix consultative, des personnalités ou un ou plusieurs agents de la collectivité désignés par le président de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet du marché.

Il est précisé que les membres de la commission d'appel d'offres feront partie du jury de concours, conformément à l'article R.2162-24 du code de la commande publique, les autres membres du jury étant nommés par le Maire, Président du jury.

Conformément à l'article L.2121-21 du C.G.C.T., l'élection des membres élus de la CAO a lieu au scrutin secret, sauf accord unanime contraire.

Conformément à l'article D.1411-5 du C.G.C.T., le Conseil Municipal a par délibération de ce jour, fixé les conditions de dépôt des listes :

- Dépôt des listes auprès du Maire, membre de droit de la CAO, avant la prise de parole du rapporteur de la délibération portant élection des membres de la commission d'appel d'offres
- Les listes doivent indiquer distinctement les noms et prénoms des candidats aux postes de titulaires et de suppléants
- Elles comprennent au maximum 5 candidats aux sièges de titulaires et 5 candidats aux sièges de suppléants
- Elles peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir

La liste suivante a été présentée :

Membres titulaires :

- Mme CASCINO
- M. CHAZOILLERES
- M. KAYSER
- M. LABORDE
- M. DUSSAUSOIS LARRALDE

Membres suppléants :

- M. COURCELLES
- Mme FORSANS
- Mme GRAVÉ
- Mme PINATEL
- M. CARRERE

Il a été procédé à l'élection au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel :

Suffrages exprimés : 35 voix

Total des sièges à pourvoir : 5

Quotient électoral : nombre de voix / 5 = 7

LISTE UNIQUE	VOIX	Attribution de sièges au quotient	Attribution de sièges au plus fort reste	TOTAL
	35	5	/	5

En conséquence, sont désignés membres de la commission d'appel d'offres :

**Membres titulaires :**

- Mme CASCINO
- M. CHAZOUILLERES
- M. KAYSER
- M. LABORDE
- M. DUSSAUSOIS LARRALDE

**Membres suppléants :**

- M. COURCELLES
- Mme FORSANS
- Mme GRAVÉ
- Mme PINATEL
- M. CARRERE

**ADOPTE**

\*\*\*\*\*

**7 - Commission de délégation de service public et de concession : Fixation des conditions de dépôt des listes**

**Sur le rapport de Mme CASCINO :**

Conformément à l'article L.1411-5 du code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.), la commission de délégation de service public et de concession analyse les dossiers de candidatures et dresse la liste des candidats admis à présenter une offre.

Au vu de l'avis de la commission, l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou de concession peut organiser librement une négociation avec un ou plusieurs soumissionnaires.

Elle saisit l'assemblée délibérante du choix de l'entreprise auquel elle a procédé. Elle lui transmet le rapport de la commission présentant notamment la liste des entreprises admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci, ainsi que les motifs du choix de la candidate et l'économie générale du contrat.

La commission est composée par le Maire, président, ou par son représentant, désigné par arrêté du Maire et non membre de la commission, et par cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel.

Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui de membres titulaires.

L'élection d'un membre titulaire sur une liste entraîne automatiquement l'élection d'un membre suppléant sur cette même liste.

Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages.

En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Conformément à l'article L.2121-21 du C.G.C.T., l'élection a lieu au scrutin secret, sauf accord unanime contraire.

L'article D.1411-5 du C.G.C.T. précise que l'assemblée délibérante locale fixe les conditions de dépôt des listes.

Comme il a été précisé dans la note de synthèse transmise à l'ensemble des conseillers municipaux, il a été proposé de définir comme suit les conditions de dépôt des listes :

- Dépôt des listes auprès du Maire, avant la prise de parole du rapporteur de la délibération portant élection des membres de la commission de délégation de service public et de concession
- Les listes doivent indiquer distinctement les noms et prénoms des candidats aux postes de titulaires et de suppléants
- Elles comprennent au maximum 5 candidats aux sièges de titulaires et 5 candidats aux sièges de suppléants
- Elles peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir

### **ADOpte**

\*\*\*\*\*

## **8 - Commission de délégation de service public et de concession : Election des membres**

### **Sur le rapport de Mme CASCINO :**

Dans le cadre des procédures d'attribution des délégations de service public et de concessions, l'article L.1411-5 du code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.) prévoit l'intervention d'une commission, chargée de procéder à l'analyse des dossiers de candidatures et de dresser la liste des candidats admis à présenter une offre.

Au vu de l'avis de la commission, l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou de concession peut organiser librement une négociation avec un ou plusieurs soumissionnaires.

Elle saisit l'assemblée délibérante du choix de l'entreprise auquel elle a procédé.

Elle lui transmet le rapport de la commission présentant notamment la liste des entreprises admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci, ainsi que les motifs du choix de la candidate et l'économie générale du contrat.

La commission est composée :

- du Maire, président, ou de son représentant, désigné par arrêté du Maire parmi les élus non membres de la commission,
- de 5 membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel

Il est procédé, également, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui de membres titulaires. L'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste.

Lorsqu'ils y sont invités par le président de la commission, le comptable de la collectivité et un représentant du ministre chargé de la concurrence peuvent participer, avec voix consultative, aux réunions de la commission.

Peuvent participer à la commission, avec voix consultative, des personnalités ou un ou plusieurs agents de la collectivité désignés par le président de la commission, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la délégation de service public ou de la concession.

Conformément à l'article L.2121-21 du C.G.C.T., l'élection des membres élus de la commission a lieu au scrutin secret, sauf accord unanime contraire.

Conformément à l'article D.1411-5 du C.G.C.T., le Conseil Municipal a par délibération de ce jour, fixé les conditions de dépôt des listes :

- Dépôt des listes auprès du Maire, avant la prise de parole du rapporteur de la délibération portant élection des membres de la commission de délégation de service public et de concession

- Les listes doivent indiquer distinctement les noms et prénoms des candidats aux postes de titulaires et de suppléants
- Elles comprennent au maximum 5 candidats aux sièges de titulaires et 5 candidats aux sièges de suppléants
- Elles peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir

La liste suivante a été présentée :

Membres titulaires :

- M. BACH
- M. BOUDOUSSE
- M. CHAZOUILLERES
- M. TARDITS
- M. BRAO

Membres suppléants :

- Mme CASCINO
- Mme DURAND-PURVIS
- Mme PINATEL
- Mme VERGET
- M. CARRERE

Il a été procédé à l'élection au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel :

Suffrages exprimés : 35 voix

Total des sièges à pourvoir : 5

Quotient électoral : nombre de voix / 5 = 7

LISTE UNIQUE	VOIX	Attribution de sièges au quotient	Attribution de sièges au plus fort reste	TOTAL
	35	5	/	5

**En conséquence, sont désignés membres de la commission de délégation de service public et de concession :**

**Membres titulaires :**

- M. BACH
- M. BOUDOUSSE
- M. CHAZOUILLERES
- M. TARDITS
- M. BRAO

**Membres suppléants :**

- Mme CASCINO
- Mme DURAND-PURVIS
- Mme PINATEL
- Mme VERGET
- M. CARRERE

**ADOPTE**

\*\*\*\*\*

## **9 - Commission consultative des services publics locaux : Election des membres**

### **Sur le rapport de Mme CASCINO :**

L'article L.1413-1 du code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.) précise que les communes de plus de 10 000 habitants doivent créer une commission consultative des services publics locaux pour l'ensemble des services publics locaux qu'elles confient à un tiers par une convention de délégation de service public ou qu'elles exploitent en régie dotée de l'autonomie financière.

La commission consultative des services publics locaux est présidée par le Maire, ou son représentant désigné par arrêté, et comprend :

- Des membres de l'assemblée délibérante désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle
- Des représentants d'associations locales, nommés par l'assemblée délibérante.

En fonction de son ordre du jour, la Commission pourra, sur proposition de son président ou de son représentant, inviter à participer à ses travaux avec voix consultative, toute personne dont l'audition lui apparaît utile.

La majorité des membres de la commission peut demander l'inscription à l'ordre du jour de toute proposition relative à l'amélioration des services publics locaux.

La Commission examine notamment chaque année les rapports d'activités des délégataires de services publics, ainsi que les bilans d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière.

L'article L.1411-3 du C.G.C.T. précise dans quels cas elle est obligatoirement consultée pour avis par l'assemblée délibérante. Elle doit notamment être saisie pour avis pour tout projet de délégation de service public avant que le Conseil municipal ne se prononce.

Le Conseil municipal peut toutefois, dans les conditions qu'il précise, charger par délégation le Maire de saisir pour avis la commission.

Il a été proposé :

- De créer la C.C.S.P.L.
- De donner délégation à Madame le Maire pour la saisine de la C.C.S.P.L. dans tous les cas visés par l'article L.1411-3 du C.G.C.T. La convocation de la C.C.S.P.L. sera effectuée par Madame le Maire et adressée à chaque membre de la Commission.
- De fixer le nombre de membres du conseil municipal à 12 membres (il est proposé de fixer ce nombre à 12 dont 9 membres de la majorité et 3 membres de l'opposition)
- De fixer le nombre de représentants d'associations à 5 membres (il est proposé de fixer ce nombre à 5)

Pour la représentation des membres du Conseil Municipal il a été proposé de nommer les représentants suivants :

- Mme BIDEGAIN
- M. BOUDOUSSE
- Mme CASCINO
- M. DELANNE
- Mme GRAVÉ
- Mme PINATEL
- Mme PINAUD BOSQUE
- M. RODRIGUES REIS
- Mme VALS

Pour la représentativité des élus, les candidatures des deux membres suivants ont été reçues :

- M. MORIN
- M. CARRERE

La fixation des représentants d'associations sera décidée lors d'un conseil ultérieur.

Le conseil a délibéré et a décidé à l'unanimité de procéder au vote à main levée en lieu et place du scrutin secret pour désigner les membres de la C.C.S.P.L.

**Sont en conséquence désignés membres de la C.C.S.P.L. :**

**Les représentants du Conseil municipal suivants :**

- Mme BIDEGAIN
- M. BOUDOUSSE
- Mme CASCINO
- M. DELANNE
- Mme GRAVÉ
- Mme PINATEL
- Mme PINAUD BOSQUE
- M. RODRIGUES REIS
- Mme VALS
- M. MORIN
- M. CARRERE

**ADOpte**

\*\*\*\*\*

**10 - Société d'Economie Mixte pour la gestion de l'Hôtel du Palais (SOCOMIX) : Désignation des membres du Conseil Municipal appelés à siéger au Conseil d'Administration**

**Sur le rapport de Mme AROSTEGUY:**

L'article L 1524-5 du C.G.C.T. prévoit que toute collectivité territoriale ou groupement de collectivités territoriales actionnaires a droit au moins à un représentant au Conseil d'Administration, désigné en son sein par l'assemblée délibérante concernée.

Le nombre de sièges dont disposent les collectivités territoriales actionnaires au sein du Conseil d'Administration est fixé, par les statuts, dans une proportion au plus égale à celle du capital détenu par l'ensemble de ces collectivités actionnaires par rapport au capital de la Société.

A ce jour, la participation de la ville de Biarritz au sein du capital de la Société d'Economie Mixte pour l'exploitation de l'Hôtel du Palais représente 58,54 % du capital.

Le Conseil d'Administration de la Société est composé de 12 à 18 membres et ce nombre peut varier au cours de la vie sociale, dans les limites fixées par les dispositions législatives.

Dans la limite de ces 18 sièges, ces derniers sont attribués à chaque collectivité territoriale ou groupement à proportion du capital détenu individuellement.

Actuellement, pour assurer une représentation directe des Collectivités actionnaires, la Ville de Biarritz dispose de 9 sièges.

Les autres sièges sont détenus par les actionnaires suivants :

1 Ville de Bayonne

7 JC Decaux Holding

1 vacant prévu pour la Banque des territoires

L'article L 2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que le Conseil Municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs, dans les cas et conditions prévues par les dispositions du présent Code et des textes régissant ces organismes.

En conséquence, il appartient au Conseil Municipal de désigner les 9 représentants de la Commune au Conseil d'Administration de la Société d'Economie Mixte et conformément à l'article L 2121-21-2<sup>e</sup> du Code Général des Collectivités Territoriales de procéder à leur élection au scrutin secret à la majorité absolue des suffrages exprimés. Si aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin, il est procédé à un troisième tour de scrutin, et l'élection a lieu à la majorité relative, à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Conformément à l'article L2121-21 du CGCT, il peut être décidé à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret.



Les candidatures suivantes ont été reçues :

- Mme AROSTEGUY
- M. BACH
- M. BOUDOUSSE
- Mme CASCINO
- M. CHAZOUILLERES
- M. LABORDE
- M. MARTINEZ
- M. TARDITS
- M. DESTIZON

Il a été procédé au scrutin.

**SONT ELUS AVEC 35 VOIX POUR AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIETE MIXTE POUR LA GESTION DE L'HOTEL DU PALAIS (SOCOMIX) :**

- Mme AROSTEGUY
- M. BACH
- M. BOUDOUSSE
- Mme CASCINO
- M. CHAZOUILLERES
- M. LABORDE
- M. MARTINEZ
- M. TARDITS
- M. DESTIZON

**Par ailleurs, il a été demandé d'autoriser Madame le Maire à représenter la ville et à voter au nom de la ville aux différentes assemblées générales de la SOCOMIX.**

**ADOpte**

\*\*\*\*\*

**11 - Société d'Economie Mixte Biarritz Océan : Désignation des représentants de la Ville au Conseil d'Administration**

**Sur le rapport de Mme AROSTEGUY:**

Le Conseil Municipal, au cours de sa séance du 12 février 2009, a décidé la création d'une Société d'Economie Mixte ayant pour objet la gestion, la promotion et l'animation du Pôle Biarritz Océan, composée des équipements du Musée de la Mer et de la Cité de l'Océan.

Conformément à l'article L 1524-5 du CGCT, toute collectivité territoriale a droit au moins à un représentant au Conseil d'Administration désigné en son sein par l'assemblée délibérante.

Dans une proportion au plus égale à celle du capital détenu par l'ensemble des collectivités territoriales par rapport au capital de la société, les statuts fixent le nombre de sièges dont elles disposent au Conseil d'Administration.

En application de l'article 4 des statuts de la SEM, le Conseil d'Administration est composé de 6 membres dont 5 à pourvoir par les collectivités territoriales et 1 réservé aux actionnaires privés.

En conséquence, en application des articles L 2121-33 et L 2121-21 du C.G.C.T., il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir désigner les 5 membres du Conseil Municipal qui représenteront la Ville au Conseil d'Administration de la SEM au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages exprimés ou si le Conseil Municipal le décide à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret.

Les candidatures suivantes ont été reçues :

- Mme AROSTEGUY
- M. CHAZOILLERES
- M. KAYSER
- M. TARDITS
- M. BARUCQ

Il n'y a pas eu d'autres candidatures.

Il a été procédé au vote.

**SONT ELUS AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SEM BIARRITZ OCEAN**

- Mme AROSTEGUY
- M. CHAZOILLERES
- M. KAYSER
- M. TARDITS
- M. BARUCQ

Par ailleurs, il a été demandé d'autoriser Madame le Maire à représenter la ville et à voter au nom de la ville aux différentes assemblées générales de la SEM Biarritz Océan.

**ADOpte**

\*\*\*\*\*

## **12 - Société d'Economie Mixte pour l'exploitation des golfs (Société des Golfs de Biarritz) : Désignation des membres du Conseil Municipal appelés à siéger au Conseil d'Administration**

### **Sur le rapport de Mme AROSTEGUY:**

La Société d'Economie Mixte locale pour l'exploitation et la gestion des golfs dénommée « Société des Golfs de Biarritz », a pour objet la gestion et l'administration de tous les biens mobiliers et immobiliers nécessaires à l'exploitation d'installations de golf, et notamment ceux connus sous le nom de Golf du Phare de Biarritz et du Centre d'entraînement de golf d'Ilbarritz, ainsi que la promotion et la commercialisation du « produit golf ».

Les Collectivités Territoriales ou leurs groupements détiennent actuellement dans cette société 69,22 % du capital social, répartis comme suit :

- Ville de Biarritz                    46,52 %
- SIAZIM                                20,9 %
- Ville d'Anglet                        0,9 %
- Ville de Bassussarry    0,9 %

Sur la base d'un Conseil d'Administration dont le nombre actuel d'administrateurs est fixé à 13 membres (nombre susceptible de varier au cours de la vie sociale de la Société, conformément à ses statuts), et pour assurer une représentation de l'ensemble des Collectivités actionnaires, la Ville de Biarritz dispose de six sièges au Conseil d'Administration.

En conséquence, en application des articles L 2121-33 et L 2121-21-2<sup>e</sup> du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal a été invité à procéder au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages exprimés, à l'élection des 6 représentants de la Ville de Biarritz au Conseil d'Administration de cette société ou, si le Conseil Municipal le décide à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret.

Le Conseil Municipal a décidé de ne pas procéder au scrutin secret.

Les candidatures suivantes ont été reçues, en qualité de délégués, de :

Mme AROSTEGUY  
M. BACH  
M. CHAZOILLERES  
M. DELANNE  
Mme FORSANS  
Mme MARTINEAU

Il a été procédé au scrutin.

**SONT DONC ELUS AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SEM POUR L'EXPLOITATION ET LA GESTION DES GOLFS (SOCIETE DES GOLFS DE BIARRITZ)**

Mme AROSTEGUY  
M. BACH  
M. CHAZOUILLERES  
M. DELANNE  
Mme FORSANS  
Mme MARTINEAU

Par ailleurs, il a été demandé d'autoriser Madame le Maire à représenter la ville et à voter au nom de la ville aux différentes assemblées générales de la SOGOLFMIX.

**ADOpte**

**Mme MOTSCH et M. CARRERE votent contre**

\*\*\*\*\*

**13 - Société d'Equipement des Pays de l'Adour (SEPA) : Désignation d'un représentant du Conseil Municipal**

**Sur le rapport de Mme AROSTEGUY:**

La Ville de Biarritz est actionnaire de la Société d'Equipement des Pays de l'Adour (SEPA) et détient 0,38 % du capital social. Cette société a pour objet l'aménagement de zones et d'équipements publics. La Ville de Biarritz dispose d'un siège au sein de l'Assemblée spéciale des communes et de leur groupement.

En conséquence, et en application des articles L 2121-33 et L 2121-21 –2<sup>e</sup> du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal a été invité à procéder à l'élection d'un représentant du Conseil Municipal de Biarritz au sein de l'Assemblée spéciale de la Société d'Equipement des Pays de l'Adour.

Conformément à l'article L 2121-21-2<sup>o</sup> du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal peut décider à l'unanimité, de ne pas procéder, au scrutin secret, à la désignation de ce représentant.

La candidature suivante a été reçue :

- M. LABORDE

Il n'y a pas d'autres candidats.

Le Conseil Municipal a décidé à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret.

**M Laborde est donc élu représentant au sein de l'Assemblée spéciale des communes de la SEPA.**

**ADOpte**

\*\*\*\*\*

#### **14 - Syndicat Intercommunal pour l'Aménagement de la Zone Ilbarritz-Mouriscot (SIAZIM) : Désignation des membres du Conseil Municipal appelés à siéger au Conseil d'Administration**

##### **Sur le rapport de Mme AROSTEGUY:**

Le Syndicat Intercommunal pour l'Aménagement de la Zone Ilbarritz-Mouriscot est un établissement public de coopération intercommunale, composé des villes de Biarritz et de Bidart, et qui a pour objet l'assainissement, l'aménagement et la rénovation de la zone Ilbarritz-Mouriscot, située sur les communes de Biarritz et de Bidart.

Conformément aux articles L 5212-6, L 5211-7, L 5211-8 et L 2122-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, cet établissement public est administré par un organe délibérant composé de délégués élus par les Conseils Municipaux des communes concernées, au scrutin secret à la majorité absolue des suffrages exprimés. L'article 10 de la loi n° 2020-760 du 22 juin 2020 tendant à sécuriser l'organisation du 2<sup>nd</sup> tour des élections municipales et communautaires de Juin 2020 et à reporter les élections consulaires introduit cependant une dérogation jusqu'au 25 Septembre 2020. Cet article précise en effet que le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations des délégués au sein des établissements publics de coopération intercommunale et des syndicats mixtes fermés mentionnés à l'article L.5711-1 du CGCT.

Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Par arrêté préfectoral du 20 août 1991, le Comité du S.I.A.Z.I.M. est administré par :

- 6 délégués de la Ville de Biarritz,
- 3 délégués de la Ville de Bidart.

En conséquence, le Conseil Municipal a été invité à procéder au scrutin, à main levée, si à l'unanimité des membres, vous en êtes d'accord, à la majorité absolue des suffrages, à la désignation des 6 délégués du Conseil Municipal au sein du comité du S.I.A.Z.I.M.

Les candidatures suivantes ont été reçues :

- Mme AROSTEGUY
- Mme CASCINO
- M. CHAZOUILLERES
- Mme DURAND-PURVIS
- M. KAYSER
- M. MORIN

Il n'y a pas d'autres candidats.

**sont donc élus comme délégués du Conseil Municipal au Comité du Syndicat Intercommunal pour l'Aménagement de la Zone Ilbarritz Mouriscot :**

- Mme AROSTEGUY
- Mme CASCINO
- M. CHAZOUILLERES
- Mme DURAND-PURVIS
- M. KAYSER
- M. MORIN

**ADOpte**

\*\*\*\*\*

**15 - Syndicat Intercommunal pour la gestion du centre TXAKURRAK :**  
**Désignation des membres du Conseil Municipal appelés à siéger au Conseil Syndical**

**Sur le rapport de Mme AROSTEGUY:**

Le Syndicat Intercommunal pour la gestion du centre TxakurraK a pour objet la gestion de la fourrière intercommunale et la capture des animaux errants sur le territoire des communes membres.

Conformément aux articles L 5212-6, L 5211-7, L 5211-8 et L 2122-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, cet établissement public est administré par un organe délibérant composé de délégués élus par les Conseils Municipaux des communes concernées, au scrutin secret à la majorité absolue des suffrages exprimés. L'article 10 de la loi n° 2020-760 du 22 juin 2020 tendant à sécuriser l'organisation du 2<sup>nd</sup> tour des élections municipales et communautaires de Juin 2020 et à reporter les élections consulaires introduit cependant une dérogation jusqu'au 25 Septembre 2020. Cet article précise en effet que le Conseil Municipal peut décider à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations des délégués au sein des établissements publics de coopération intercommunale et des syndicats mixtes fermés mentionnés à l'article L.5711-1 du CGCT.

Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Le Conseil Syndical est composé de délégués élus par les Conseils Municipaux des communes associées.

Chaque commune est représentée par un délégué titulaire et un délégué suppléant.

Biarritz étant membre du syndicat pour la gestion du Centre Txakurrak, le Conseil Municipal a été invité à désigner :

- 1 Délégué titulaire
- 1 Délégué suppléant

Il a été procédé au vote, à main levée si, à l'unanimité du conseil municipal, les conseillers sont d'accord.

Les candidatures suivantes ont été reçues :

- Mme DUBOIS-VIZIOZ comme titulaire
- Mme PINATEL comme suppléante

Il n'y a pas d'autres candidats.

L'élection se fait au scrutin à la majorité absolue des suffrages exprimés.

**sont donc élues en tant que déléguées titulaire et suppléante au Conseil Syndical du Syndicat Intercommunal pour la gestion du centre Txakurrak :**

**Mme DUBOIS-VIZIOZ comme titulaire**

**Mme PINATEL comme suppléante**

**ADOpte**

\*\*\*\*\*

## **16 - Syndicat d'Energie des Pyrénées-Atlantiques (SDEPA) : Désignation des membres du Conseil Municipal représentants**

### **Sur le rapport de Mme AROSTEGUY:**

Par délibération du 22 décembre 2014, le Conseil Municipal a décidé l'adhésion de la Ville de Biarritz au Syndicat d'Energie des Pyrénées-Atlantiques (SDEPA) rassemblant aujourd'hui la totalité des communes du Département, soit 547.

Le Syndicat est administré par un comité composé de représentants élus par les conseils municipaux des communes membres, à raison d'un délégué titulaire par tranche entamée de 5 000 habitants, des délégués suppléants étant nommés en nombre égal.

Au regard du rapport de l'INSEE relatif au recensement de la population au 31 décembre 2019, la population de notre commune est de 26 108 habitants.

La Ville de Biarritz sera donc représentée au SDEPA par 6 délégués titulaires et 6 délégués suppléants.

Conformément aux articles L 5212-6, L 5211-7, L 5211-8 et L 2122-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, cet établissement public est administré par un organe délibérant composé de délégués élus par les Conseils Municipaux des communes concernées, au scrutin secret à la majorité absolue des suffrages exprimés. L'article

10 de la loi n° 2020-760 du 22 juin 2020 tendant à sécuriser l'organisation du 2<sup>nd</sup> tour des élections municipales et communautaires de Juin 2020 et à reporter les élections consulaires introduit cependant une dérogation jusqu'au 25 Septembre 2020. Cet article précise en effet que le Conseil Municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations des délégués au sein des établissements publics de coopération intercommunale et des syndicats mixtes fermés mentionnés à l'article L.5711-1 du CGCT.

Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

En conséquence, le Conseil Municipal a été invité à procéder au scrutin à main levée si l'unanimité du conseil le veut bien, à la majorité absolue des suffrages, à l'élection des 6 délégués titulaires et des 6 délégués suppléants du SDEPA au sein du Conseil Municipal.

Les candidatures suivantes ont été reçues :

**Délégués titulaires :**

- Mme CASCINO
- M. COURCELLES
- Mme DUBOIS-VIZIOZ
- M. KAYSER
- M. LABORDE
- Mme PINATEL

**Délégués suppléants :**

- Mme DURAND-PURVIS
- Mme FORSANS
- M. MENARD
- Mme PINAUD BOSQUE
- M. QUATRE VIEUX
- M. RODRIGUES REIS

**Sont donc élus :**

**Délégués titulaires :**

- Mme CASCINO
- M. COURCELLES
- Mme DUBOIS-VIZIOZ
- M. KAYSER
- M. LABORDE
- Mme PINATEL

**Délégués suppléants :**

- Mme DURAND-PURVIS
- Mme FORSANS
- M. MENARD
- Mme PINAUD BOSQUE
- M. QUATRE VIEUX
- M. RODRIGUES REIS

**ADOpte**

\*\*\*\*\*



## **17 - CMA l'Atabal : Désignation des membres du Conseil Municipal appelés à siéger au Conseil d'Administration**

### **Sur le rapport de Mme AROSTEGUY:**

Depuis leur modification par délibération du Conseil Municipal du 4 avril 2008, les statuts de l'EPIC Centre de Musiques Actuelles « ATABAL » prévoient que les membres du Conseil d'Administration désignés par le Conseil Municipal soient au nombre de 11, soit :

- 7 membres du Conseil Municipal
- 4 membres choisis parmi les personnes ayant des compétences dans le domaine d'activité de la régie.

Les membres du Conseil d'Administration sont nommés pour la durée du mandat municipal.

Il a donc été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir procéder à l'élection des membres du Conseil d'Administration.

#### **- Administrateurs représentant le Conseil Municipal :**

- Mme PINATEL
- Mme BIDEgain
- M. MARTINEZ
- Mme PINAUD BOSQUE
- M. RODRIGUES REIS
- Mme VERGET
- M. DUSSAUSOIS-LARRALDE

Les 4 Administrateurs extérieurs au Conseil Municipal seront nommés lors d'un prochain Conseil Municipal.

L'élection se fait à la majorité absolue des suffrages exprimés et il peut être décidé à l'unanimité de ne pas procéder au bulletin secret.

Il a été procédé au vote :

### **SONT ELUS AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ATABAL :**

- Mme PINATEL
- Mme BIDEgain
- M. MARTINEZ
- Mme PINAUD BOSQUE
- M. RODRIGUES REIS

- Mme VERGET
- M. DUSSAUSOIS-LARRALDE

## **ADOpte**

\*\*\*\*\*

### **18 - Centre Communal d'Action Sociale : Désignation des membres du Conseil Municipal appelés à siéger au Conseil d'Administration**

#### **Sur le rapport de Mme AROSTEGUY:**

En application de l'article L 2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'article L 123.6 du Code de l'action sociale et des familles, je vous rappelle que cet établissement public est administré par un Conseil d'Administration présidé par le Maire, ou en son absence par le Vice-Président.

En application de l'article R 123-7 du Code de l'action sociale et des familles, le Conseil Municipal fixe par délibération le nombre des membres du Conseil d'Administration. Ce dernier comprend le Maire, qui en est le Président, et, en nombre égal, au maximum 8 membres élus en son sein par le Conseil Municipal et 8 membres nommés par le Maire parmi les personnes non membres du Conseil Municipal, mais participant à des actions de prévention, d'animation ou à caractère social menées dans la commune.

En conséquence, il appartient au Conseil Municipal, d'une part de fixer le nombre des membres du Conseil d'Administration du C.C.A.S., et d'autre part de procéder à l'élection des membres du Conseil Municipal qui représenteront, aux côtés du Maire Président, la Ville de Biarritz au sein du Conseil d'Administration.

Je vous propose donc de fixer à 12 le nombre de membres qui siégeront, aux côtés du Maire Président de droit, au sein du Conseil d'Administration du C.C.A.S., et de fixer à 6 le nombre des représentants du Conseil Municipal qui siégeront au Conseil d'Administration.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide de fixer à 6 le nombre de membres qui siégeront, aux côtés du Maire Président de droit, au sein du Conseil d'Administration du CCAS, et de fixer à 6 le nombre de représentants du Conseil Municipal qui siégeront.

En second lieu, je vous propose donc de procéder à l'élection des 6 représentants du Conseil Municipal au sein du Conseil d'Administration du CCAS.

Conformément à l'article R 123-8 du Code de l'action sociale et des familles, je rappelle que les membres sont élus par le Conseil Municipal au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel. Le scrutin est secret.

Chaque conseiller municipal ou groupe de conseillers peut présenter une liste de candidats même incomplète.

Les sièges sont attribués aux candidats d'après leur ordre de position sur chaque liste. Si plusieurs listes ont le même reste pour l'attribution d'un ou des sièges restant à pourvoir, ceux-ci reviennent à la ou aux listes qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats.

Les candidatures suivantes ont été reçues :

- M. BOUDOUSSE
- Mme GRAVÉ
- Mme PINATEL
- Mme POURVAHAB
- Mme SUDAROVICH
- M. BARUCQ

Il n'y a pas d'autres candidats. Il a donc été procédé au vote, à main levée si à l'unanimité du conseil municipal.

**SONT DONC ELUS MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS :**

- M. BOUDOUSSE
- Mme GRAVÉ
- Mme PINATEL
- Mme POURVAHAB
- Mme SUDAROVICH
- M. BARUCQ

Les représentants extérieurs appelés à siéger au sein de l'organisme seront nommés lors d'un conseil ultérieur.

**ADOpte**

\*\*\*\*\*

**19- Office de tourisme Biarritz Tourisme : Désignation des membres du Conseil Municipal appelés à siéger au Comité de Direction**

**Sur le rapport de Mme AROSTEGUY:**

Par arrêté en date du 5 janvier 1996, Monsieur le Préfet des Pyrénées Atlantiques a institué, sur la demande de la Ville de Biarritz, un établissement public à caractère industriel et commercial, désigné Office Municipal de Tourisme de Biarritz.

Selon l'article R 133-3 du Code du Tourisme, la composition du Comité de Direction et les modalités de désignation de ses membres sont fixées par délibération du Conseil Municipal.

Le Comité de Direction, conformément aux statuts, comprend actuellement 15 membres. Je vous propose donc de maintenir à 15 le nombre des membres du Comité de Direction et de désigner ses membres, conformément à l'article L 2121-21 du CGCT, à la majorité absolue des suffrages exprimés.

D'autre part, l'article L 133-5 du Code du Tourisme précise que les membres représentant la collectivité territoriale détiennent la majorité des sièges du Comité de Direction de l'office de tourisme.

Conformément à l'article R 133-4 du Code du Tourisme, les conseillers municipaux sont désignés pour la durée de leur mandat, et les fonctions des autres représentants prennent fin lors du renouvellement du Conseil Municipal.

En conséquence, et en application de l'article L 2121-21 – 2<sup>e</sup> du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal a été invité à procéder à l'élection au scrutin secret, à la majorité absolue, des suffrages exprimés des représentants au Comité de Direction de l'Office BIARRITZ TOURISME ou si le Conseil Municipal le décide à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret.

Les candidatures suivantes ont été reçues, en qualité de délégués, de :

- Mme AROSTEGUY
- Mme BIDEGAIN
- Mme DURAND-PURVIS
- M. MARTINEZ
- Mme PINATEL
- Mme RODET
- M. TARDITS
- M. CARRERE

Il a été procédé au vote à main levée.

**SONT DONC ELUS :**

- Mme AROSTEGUY
- Mme BIDEGAIN
- Mme DURAND-PURVIS
- M. MARTINEZ
- Mme PINATEL
- Mme RODET
- M. TARDITS
- M. CARRERE

**REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DU COMITE DE  
DIRECTION DE L'OFFICE DE TOURISME « BIARRITZ TOURISME »**

**Les représentants extérieurs appelés à siéger au sein de l'organisme seront nommés lors d'un conseil ultérieur.**

**ADOpte**

\*\*\*\*\*

**20 - Caisse des écoles : Désignation des membres du Conseil Municipal appelés à siéger au Conseil d'Administration**

**Sur le rapport de Mme AROSTEGUY:**

Conformément à l'article L 212-10 du Code de l'Education, une délibération du Conseil Municipal crée, dans chaque commune, une caisse des écoles, destinée à faciliter la fréquentation de l'école par des aides aux élèves en fonction des ressources de leur famille.

Les compétences de la caisse des écoles peuvent être étendues à des actions à caractère éducatif, culturel, social et sanitaire en faveur des enfants relevant de l'enseignement du premier et des seconds degrés. A cette fin, la caisse des écoles peut constituer des dispositifs de réussite éducative.

Son objet à Biarritz est de participer notamment au financement de sorties éducatives et procéder à l'achat de matériel pédagogique dans chaque école. La Caisse des Ecoles est administrée par un Comité placé de droit sous la présidence du Maire, et comprenant notamment deux représentants du Conseil Municipal.

En conséquence, et en application de l'article L 2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal a été invité à procéder à la désignation de deux délégués du Conseil Municipal au sein du Comité d'Administration de la Caisse des Ecoles.

Conformément à l'article L 2121.21 du CGCT, il peut être décidé à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret.

**Les candidatures suivantes ont été reçues :**

- Mme GRAVÉ
- M. BOUDOUSSE

Il n'y a pas d'autres candidats.

Il a été procédé au vote.

**Mme GRAVÉ et M. BOUDOUSSE sont donc élus représentants du conseil municipal au Conseil d'administration de la Caisse des Ecoles.**

**ADOPTÉ**

\*\*\*\*\*

**La séance est levée à 19 h 20**